

## L'industrie agroalimentaire subit un décrochage de sa compétitivité et de ses marges sur fond de guerre des prix et de pression fiscale uniques en Europe

### 1. L'industrie agroalimentaire française se maintient en tête des secteurs industriels français en 2016

Avec un chiffre d'affaires de 172 Md€, en légère hausse en 2016 (+1,1%), le secteur agroalimentaire emploie directement 427 213 salariés, pour une **création nette de 4 333 emplois par rapport en 2015**. Par ailleurs, l'IAA française reste une locomotive à l'export avec un **solde commercial excédentaire de près de 7 Md€ en 2016**, ce qui fait d'elle le 3<sup>e</sup> secteur en termes de solde commercial, derrière l'aéronautique (18,6 Md€) et la chimie-cosmétique (9,4 Md€). S'agissant d'emploi ou d'export, l'industrie agroalimentaire renforce le potentiel de croissance de l'industrie française, qui a détruit près de 90 000 emplois ces trois dernières années, en affichant un déficit commercial autour de 70 Md€ en 2016.

### 2. Cette résilience masque un décrochage des marges et de la compétitivité, qui s'est intensifié en 2016

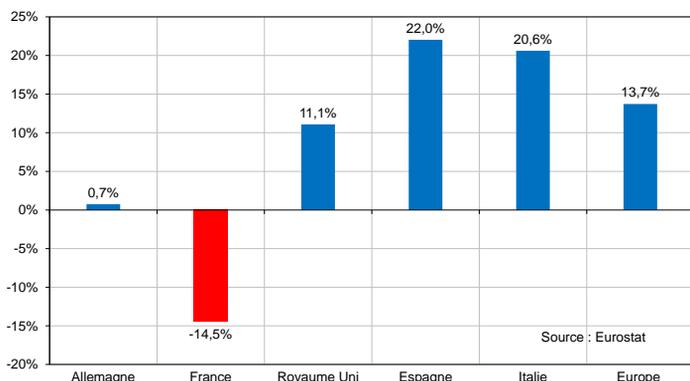
Dans le secteur agroalimentaire, le **taux de marge suit une érosion tendancielle depuis 2007** (baisse cumulée de près de 4 points), alors qu'il a retrouvé son niveau du début des années 2000 dans le reste de l'industrie manufacturière. En 2016, la baisse a notamment été visible (-3,1% sur un an), alors qu'une conjonction de facteurs (CICE, taux d'intérêt et prix du pétrole particulièrement bas), a priori non reproductibles dans les mêmes proportions pour 2017, auraient dû conduire à un redressement, comme celui observé dans le reste de l'industrie manufacturière.

### 3. Plusieurs facteurs affectent le niveau de marges, en faisant de l'IAA française une exception européenne

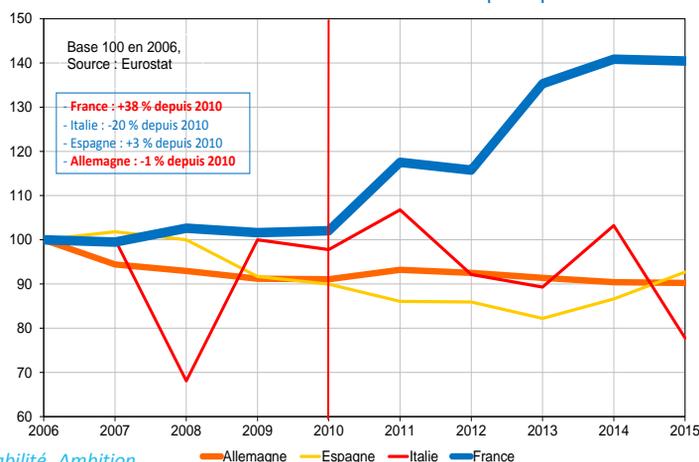
Depuis plus de 3 ans, les industriels sont confrontés à un véritable **guerre des prix**, à laquelle s'est adjointe, depuis deux ans, une guerre des promotions. L'extrême concentration de la grande distribution française exacerbe cette pression sur les prix. Ainsi, en dépit d'une accélération sensible du prix des intrants (+19% début 2017), inédite depuis 5 ans, la déflation des prix alimentaires reste toujours de mise (-1,1% en 2016). La **pression fiscale**, qui s'est brusquement intensifiée à partir de 2010, sous l'effet de plusieurs **taxes sectorielles**, affecte la structure financière des IAA françaises. Ainsi, bien que représentant 20% de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière française, le secteur agroalimentaire contribue pour 50% à la hausse de la fiscalité constatée sur cet ensemble depuis 2011 (soit un alourdissement total de 1,2 Md€). Avec 33 taxes spécifiques, soit trois fois plus qu'en Allemagne ou en Italie, le secteur agroalimentaire fait figure d'exception à l'échelle européenne. Parmi les autres éléments de formation du prix, les **charges sociales françaises sont les plus élevées** de la zone euro, en représentant près de 33% du coût total du travail (contre 22% en Allemagne).

La conjonction de tous ces facteurs, spécifiques à la France, explique largement le **décrochage de la valeur ajoutée française** depuis 10 ans (-14,5%). Elle induit enfin **une perte de parts de marché à l'export** pour la France : 2<sup>e</sup> exportateur mondial dans l'agroalimentaire en 2004, la France se classe désormais en 4<sup>e</sup> position, dépassée successivement par l'Allemagne (2005) et les Etats-Unis (2008). Avec une croissance des exports très limitée sur longue période (4% par an contre 20% en Chine) l'IAA française est désormais talonnée par la Chine et voit donc sa 4<sup>e</sup> place menacée. Au-delà, faute de politiques économiques adaptées (simplification, modernisation, export), c'est tout son potentiel de croissance à long terme qui serait directement affecté.

Evolution de la valeur ajoutée dans le secteur alimentaire en Europe entre 2007 et 2016

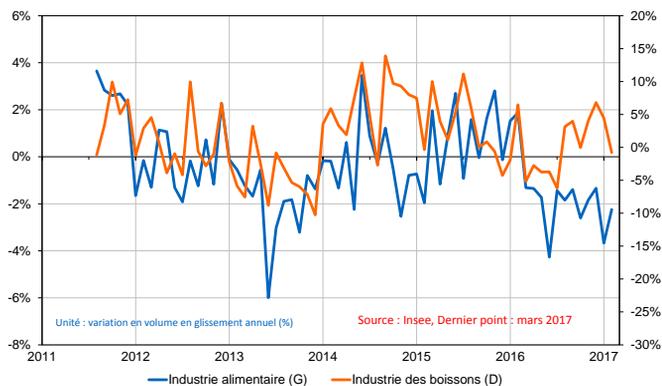


Evolution de la fiscalité alimentaire en Europe depuis 2006



## Production alimentaire France : net repli en 2016

Production des produits agroalimentaires et des boissons

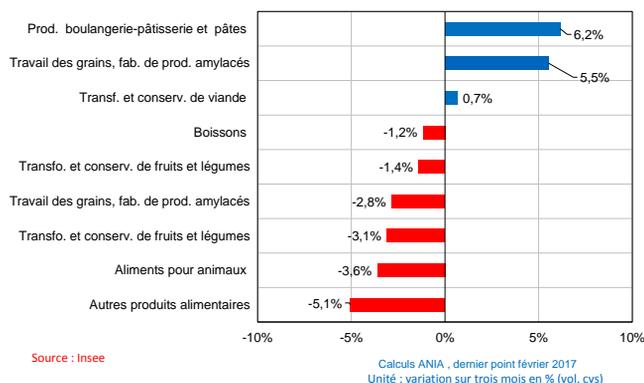


Depuis le début de l'année 2016, la production alimentaire demeure atone ou en repli. Sur les premiers mois de l'année 2017, cette dynamique ne semble pas s'inverser.

Mesurée sur un an, la production recule encore, s'inscrivant à -2,2 % en février, après -3,7 % en janvier et -1,3 % en décembre. S'agissant des boissons, la production baisse également (-0,8 %), alors qu'elle avait vivement accéléré sur la fin de l'année 2016.

**Sur les douze derniers mois, à février 2017, la production agroalimentaire recule de - 1,3 % et celle des boissons se stabilise.**

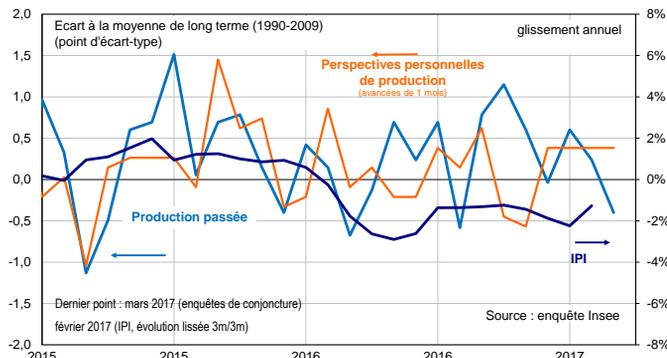
Variation sur trois mois de la production par secteur



Sur les trois derniers mois, à février 2017, seules les productions du secteur de la boulangerie-pâtisserie et pâtes (+6,2 %) et du travail de grains (+5,5 %) progressent.

Concernant les autres secteurs, la production se replie. Le recul est notamment prononcé s'agissant du secteur des aliments pour animaux (-3,6 %) et des autres produits alimentaires (-5,1 %).

Jugement des industriels concernant l'activité dans l'industrie agroalimentaire



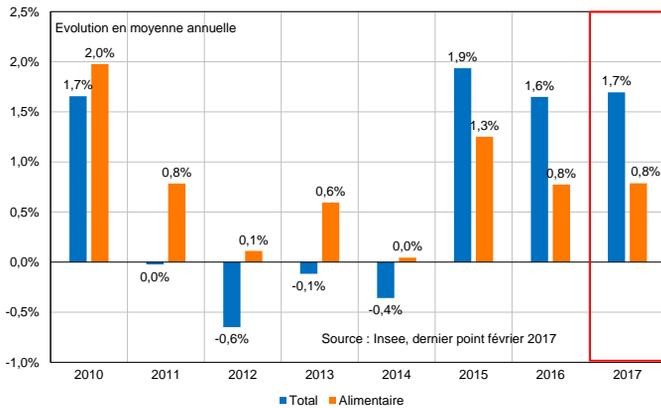
Les enquêtes de conjoncture permettent d'avoir un diagnostic précis sur l'activité de court terme des industriels.

La question relative à la production passée porte sur l'activité des industriels au cours des trois derniers mois. Elle est relativement bien corrélée à l'évolution de la production (IPI), qui a nettement décroché à partir du 2<sup>nd</sup> semestre de l'année 2016 et notamment ces derniers mois.

Depuis, la production peine à redémarrer, malgré des perspectives et une production passée mieux orientées depuis quelques mois et des stocks très nettement inférieurs à leur niveau de long terme. **Pour autant, aucun redémarrage ne semble vraiment envisageable au regard des dernières enquêtes.**

## Consommation France : résilience mais pas de décollage

Evolution de la consommation en France

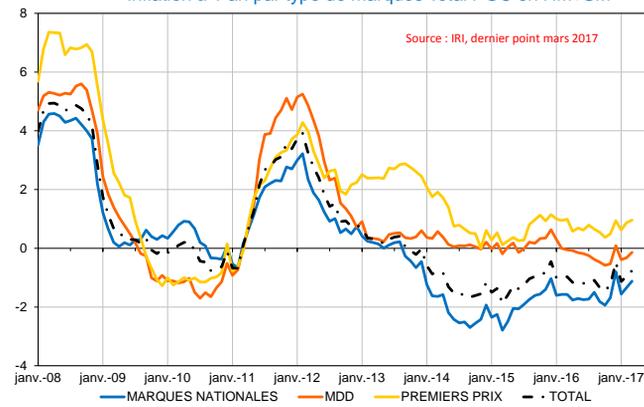


Depuis deux mois, la consommation alimentaire progresse modérément : +0,6 % en janvier après +0,5 % en février, après un recul observé en décembre (-0,6 %). En conséquence, les dépenses alimentaires se redressent légèrement lorsqu'elles sont mesurées sur un an : +0,3 % en février, après +0,2 % en janvier et -1,1 % en décembre.

Sur les douze derniers mois, à février 2017, la consommation alimentaire a progressé de 0,8 % et la consommation d'ensemble s'inscrit à + 1,7 %.

La consommation alimentaire a donc ralenti sur l'ensemble de l'année 2016, après une année 2015 de relatif redressement (+1,3 %).

Inflation à 1 an par type de marques Total PGC en HM+SM

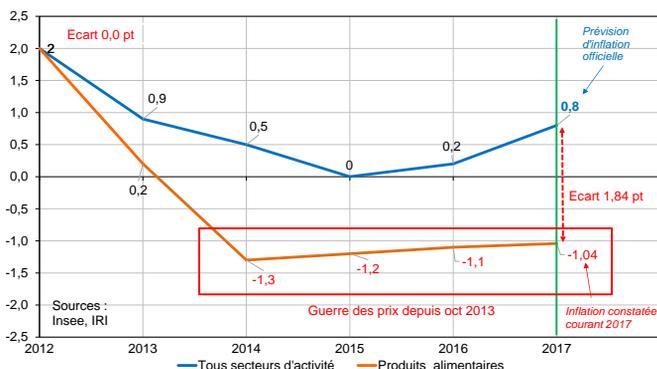


Au mois de mars 2017, la déflation sur un an s'établit à -0,76 %. La déflation perdure depuis le mois d'octobre 2013.

Dans le détail, depuis plusieurs mois, la déflation n'est plus seulement limitée à l'univers des marques nationales, elle touche également les MDD, dont la déflation atteint désormais -0,1 % sur un an. Sur l'ensemble de l'année 2016 elle a affecté tous les produits alimentaires, des produits d'épicerie sucrée (-1,3 %) et salée (-1,1 %), en passant par les boissons rafraichissantes et eaux (-1,7 %).

Au final, la décélération des dépenses alimentaires constatée en 2016 apparaît surprenante, preuve que la guerre des prix dans le secteur ne stimule pas les dépenses.

Inflation annuelle : écart entre les produits alimentaires et les autres secteurs d'activité



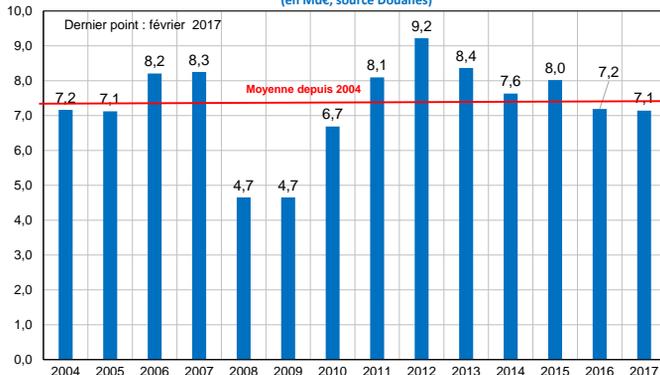
Le graphique ci-contre illustre l'écart qui s'est creusé en termes de dynamique de prix entre le secteur agroalimentaire et les autres secteurs de l'économie, dont l'évolution est appréhendée au moyen de l'IPC (indice des prix à la consommation).

En 2017, cet écart est maximal dans un contexte où l'inflation d'ensemble, stimulée par sa composante énergétique se redresse. En revanche, dans l'alimentaire, la guerre de prix maintient les prix alimentaires en déflation.

A noter qu'en 2012, dans un contexte de hausses des matières premières alimentaires et énergétiques, l'écart d'inflation était nul. La hausse des intrants s'était pour partie transmise aux prix à la consommation alimentaires, ce qui ne semble manifestement pas être le cas sur les premiers mois de l'année, malgré une flambée des matières premières alimentaires (+19 % sur un an en février 2017).

## Export : une dégradation des performances pour les IAA françaises depuis 2016

Evolution du solde annuel commercial dans l'IAA  
(en Md€, source Douanes)

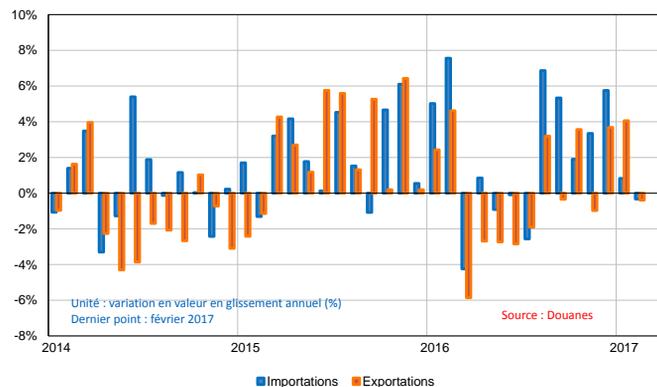


Les derniers chiffres du commerce extérieur (dernières données à février 2017) signalent une dégradation du solde commercial global, qui s'est établi à 7,2 Md€ en 2016 après 8,0 Md€ en 2015. Sur les deux premiers mois de l'année ce ralentissement semble se confirmer (solde de 7,1 Md€ en 2017 à l'issue février).

Il s'agit là du niveau le plus bas depuis 2010. Ces performances demeurent tout juste en ligne avec la moyenne de longue période, calculée depuis 2004 (7,3 Md€).

Sur les 12 derniers mois, les importations progressent (+1,6 % après +2,2 % sur l'ensemble de l'année 2016), tandis que les exportations continuent de fléchir (-0,3 % après -0,1 % en 2015), alors qu'elles avaient accéléré en 2015 (+2,5 %).

Evolution du commerce extérieur des IAA

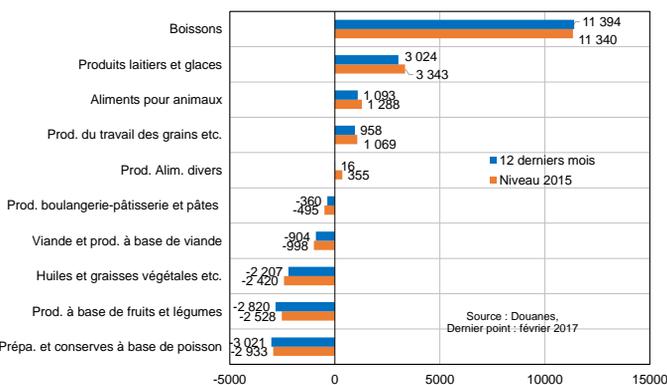


Dans le détail, en variation mensuelle, les exportations reculent de 0,8 % en février 2017, après une hausse en janvier (+1,3 %) et en décembre (+0,5 %).

S'agissant des importations, la progression s'élève à +0,4 % en février après une baisse en janvier (-0,6 %) et une timide progression en décembre (+0,2 %).

Dans ce contexte, le solde commercial mensuel s'inscrit à 591 M€ en février, après 642 M€ en janvier et 600 M€ en décembre 2016.

Niveau du solde commercial dans l'IAA par produits



### Les performances commerciales du secteur agro-alimentaire reposent sur un nombre très limité de secteurs :

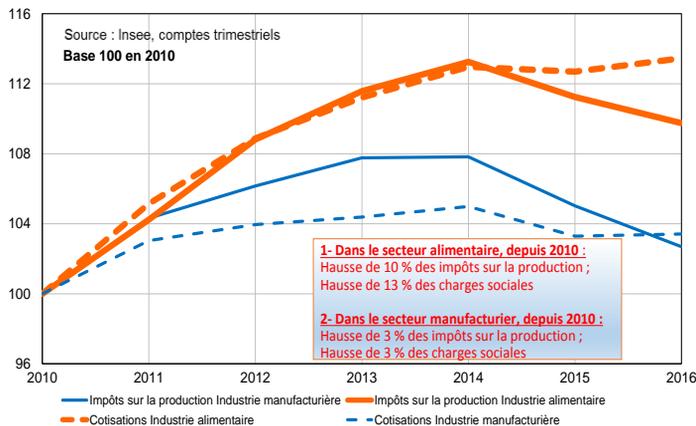
i) les vins, spiritueux et autres boissons alcoolisées : 11,4 Md€ à l'issue du mois de février, ii) les produits laitiers (et glaces) : 3,0 Md€, dont l'excédent recule depuis 2015 dans un contexte de nette baisse des échanges liée notamment à la baisse des prix provoquée par l'abandon des quotas de production dans l'Union européenne début 2015.

A l'inverse, les principaux déficits concernent : les produits et conserves à base de poissons : -3,0 Md€ et les produits à base de fruits et légumes : -2,8 M€.

**Au global, sur les 12 derniers mois, le solde commercial hors boissons et tabac se creuse : il s'établit à -4,4 Md€ (après -3,3 Md€), ce qui constitue un déficit historiquement élevé.**

## Focus fiscalité : l'IAA 2<sup>e</sup> secteur contributeur au budget de l'Etat, pour une contribution sans précédent

Evolution de la fiscalité : comparaison entre la contribution du secteur alimentaire et celle du secteur manufacturier



### L'industrie agroalimentaire est l'un des premiers contributeurs au budget de l'Etat.

Au sein de l'industrie, le secteur agroalimentaire contribue pour près de 13 % aux recettes de l'Etat, juste derrière la cokéfaction raffinage (+14 %), mais nettement devant les secteurs des équipements électriques (+2,9 %) et du transport (+6,0 %). Cette contribution repose sur deux types de prélèvements : les impôts sur la production et les charges sociales. Depuis 2010, ces impôts augmentent 3 à 4 fois plus vite dans l'agroalimentaire que dans le reste de l'industrie.

Ainsi, au total, bien que ne représentant que 20 % de la valeur ajoutée dégagée l'industrie manufacturière, le secteur agroalimentaire finance près de 50 % de la hausse de la fiscalité constatée dans l'ensemble de l'industrie manufacturière. **Au total, en cumul depuis 2011, c'est près de 1,2 Md€ qui ont été payés en plus par les IAA françaises au titre de la fiscalité.**

### Industries alimentaires : composantes du coût du travail

	Situation actuelle, pour 1 heure de travail			Part des charges dans le coût
	Coût	Salaires	Charge	
Zone euro	22,7	16,7	6,0	26,5%
<b>France</b>	<b>29,3</b>	<b>19,7</b>	<b>9,6</b>	<b>32,8%</b>
Allemagne	22,7	17,7	5,0	22,0%
Royaume-Uni	19,3	16,6	2,7	14,0%
Espagne	17,8	13,2	4,6	25,8%
Italie	24,8	17,9	6,9	27,8%

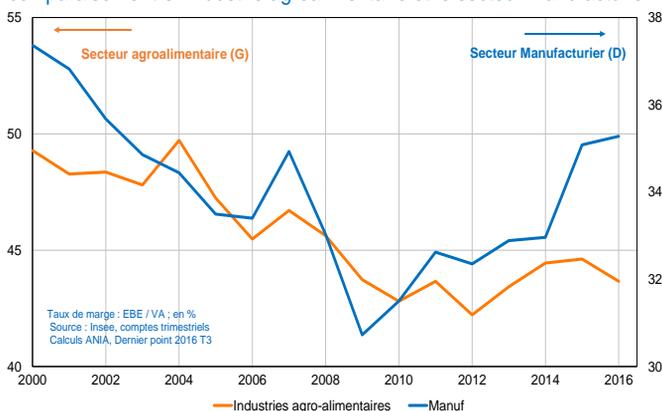
Source : Enquête Eurostat, à l'exclusion des apprentis

S'agissant des charges sociales, une analyse des composantes de coût du travail à l'échelle européenne signale un niveau de charges sociales particulièrement élevé en France. La part des charges dans le coût du travail s'inscrit à 33 %, soit plus de 10 point de plus qu'en Allemagne.

Sur longue période, depuis le début des années 2000, le coût du travail augmente deux fois plus vite en France que dans l'ensemble de la zone euro, du fait d'une accélération des charges trois fois plus vive.

Evolution du taux marge :

comparaison entre l'industrie agroalimentaire et le secteur manufacturier



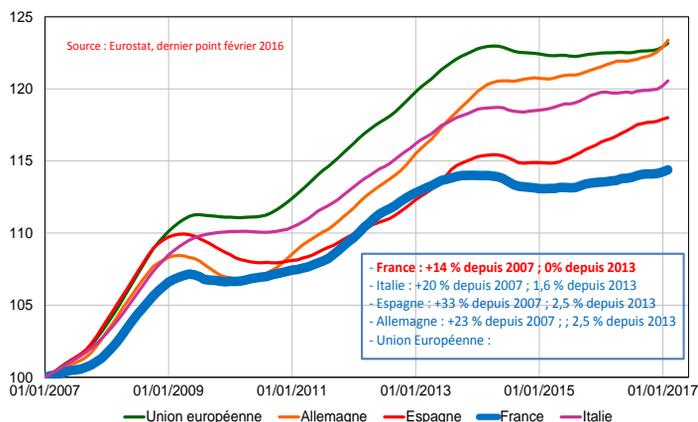
### Aujourd'hui, deux facteurs pèsent de manière substantielle sur la compétitivité du secteur agroalimentaire :

- des relations commerciales déséquilibrées entre les 17 647 entreprises agroalimentaires et la grande distribution ;
- la surtaxation des entreprises.

Ces deux facteurs agissent de manière cumulative puisque les dépenses liées à la fiscalité, largement contraintes, imposent aux industriels un effort de marge encore plus important pour écouler leurs produits, en fragilisant encore plus la santé financière des entreprises. En 2016, le taux de marge a ainsi baissé poursuivant une tendance à l'œuvre depuis 2007 (baisse cumulée de près de 4 points).

## Focus Europe : une pression sur les prix et sur la fiscalité uniquement française

Evolution des prix à la consommation au sein des produits alimentaires : Comparaison internationale

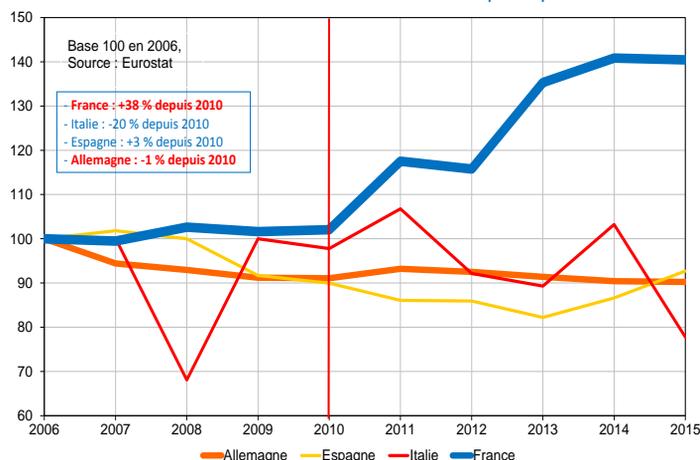


Au sein de la zone euro, malgré une vive tension sur le prix des intrants (hausse de 180 % du prix des matières premières depuis 2004 en France), la France se distingue des autres pays par une véritable atonie des prix à la consommation des produits agroalimentaires.

L'extrême concentration de la grande distribution en France (4 centrales d'achats représentant 92 % des achats) relativement au marché communautaire, dans lequel 5 distributeurs contrôlent 43 % à 69 % du marché constitue un élément d'explication important.

**Ainsi, au total, depuis 2013 les prix alimentaires (comprenant également les produits frais) stagnent en France, alors qu'ils progressent partout ailleurs. La guerre des prix demeure donc une spécificité française, qui affecte directement la compétitivité des industriels français.**

Evolution de la fiscalité alimentaire en Europe depuis 2006



### Une analyse comparée de la pression fiscale par pays illustre des tensions bien spécifiques à la France :

- En France, 33 taxes sont directement payées par les industriels. La pression fiscale s'est considérablement accrue depuis 2010 (+38 %), sous l'effet notamment de l'apparition de taxes sectorielles (2011 « taxes boissons », 2012 : augmentation des droits d'accises sur la bière ; 2014 : hausse de la fiscalité pour les spiritueux) et du renforcement du poids de la fiscalité énergétique (taxes sur le chauffage)
- Et Allemagne et en Italie, la pression fiscale demeure nettement moins prononcée et s'est au fil du temps desserrée. Sur ces deux marchés, le nombre de taxes spécifiques à l'agroalimentaire est notamment trois fois plus faible.
- En Espagne, malgré les difficultés économiques des dernières années (taux de chômage autour de 26 % en 2013) et une nécessaire consolidation budgétaire (record historique de l'endettement à près de 94 % du PIB en 2013), la fiscalité spécifique au secteur agroalimentaire a augmenté dans des proportions 10 fois plus faibles qu'en France.